

RAPPORT DE LA COMMISSION AIDE SOCIALE

\*\*\*\*\*

Présenté par :  
**INTRODUCTION**

L'aide sociale universitaire est aujourd'hui remise en cause jusque dans ses fondements par les attaques incessantes dont elle est l'objet de la part du gouvernement.

Ce phénomène procède d'une logique très cohérente dont l'objet est l'élimination de l'enseignement supérieur et son adaptation aux besoins exclusifs de l'économie de marché.

A cet égard, il est révélateur de souligner que la proportion d'étudiants fils et filles d'ouvriers est passée de 13% en 1891 à 8% cette année.

La dégradation de l'aide sociale ne porte pas seulement atteinte aux droits des plus défavorisés à une formation qualifiante, mais elle prive aussi la nation d'un potentiel humain indispensable à son développement.

Il appartient donc plus que jamais à l'UNEF d'être à l'initiative pour susciter un débat de fond sur la question sociale à l'université et dégager des perspectives de mobilisation collective, afin de gagner le combat contre la sélection sociale.

## I L'ACCENTUATION DE LA STRATEGIE GOUVERNEMENTALE D'ATTAQUE CONTRE L'AIDE SOCIALE

### I. Une offensive idéologique

La politique d'aide sociale universitaire s'enracine dans une formidable bataille d'idées. Aujourd'hui, le gouvernement cherche à accréditer les notions suivantes : il veut établir un équation dangereuse Aide de l'Etat = Déresponsabilisation.

Que se passe-t-il en fait dans la réalité? D'une part, les étudiants veulent et le mouvement de novembre-décembre l'a assez montré, décider de leur vie dans son intégrité.

D'autre part, on peut relier le problème des critères d'attribution à la politique d'aide sociale de l'Etat, en ce sens qu'aujourd'hui le critère retenu est le revenu des parents. Mais les étudiants, et ils sont de plus en plus nombreux, revendiquent leur indépendance par rapport aux parents, de ce fait, ne touchent pas de bourse.

La bourse ne doit pas être considérée comme une aumône de la part de l'Etat, mais plutôt comme un investissement.

Le gouvernement insiste également sur les notions de réussite et de concurrence, avec ce prétexte on supprime des bourses aux redoublants, parce que du critère social d'attribution des bourses, on est passé à un critère de réussite, ou de "mérite" comme certains le désignent.

En effet, les étudiants, comme à Nancy, sont obligés de payer deux fois les droits d'inscription lors du passage en licence, selon la règle des 4/5.

D'autre part, et de ce fait, l'objectif essentiel de cette politique est d'instaurer une concurrence entre les étudiants qui est une résurgence du projet Devaquet, et une façon de démanteler le système univéristaire pour former l'élite européenne de 1992.

Le fer de lance de ce projet réside dans une propagande orchestrée par le gouvernement, ayant pour but la résignation et la passivité des étudiants.

L'heure n'est plus à la résignation, mais à l'action !

## 2 Les choix budgétaires et leurs répercussions

Nous exigeons le réinvestissement de l'Etat dans l'aide sociale. En effet, la part de l'Etat dans les oeuvres sociales est en chute libre : 28 millions entre 1986 et 1987, il est même prévu une régression de 24 millions pour 1988.

Dans la même optique, le budget de misère consacré à l'enseignement supérieur se traduit notamment par la dévalorisation des APL, l'augmentation de la contribution étudiante dans le prix du ticket de Restau U et le montant du loyer en cité U.

A Aix, par exemple, les étudiants ont fait les frais de 500 Frs supplémentaires de contribution pédagogique pour avoir accès à la bibliothèque, au labo d'Anglais et à l'informatique.

A Lyon, c'est le refus de délivrer des quittances de loyer aux étudiants qui risquent d'être expulsés.

De même, la dégradation des logements et la destruction des Cités et Restau U. sont la conséquence immédiate de la politique néfaste du gouvernement libéral.

Aucun logement ni restau U. n'ont été construits depuis 10 ans. Les exemples sont nombreux :

Pas de Cité U. à Créteil, à Antony, le bâtiment universitaire a été remplacé par un commissariat de police. A Rennes, 6000 demandes sur 22.000 ont été satisfaites. De même, au niveau national, seulement 110.000 sur 250.000 ont été acceptées. Tout ceci résulte d'une volonté de rentabilisation de l'université.

Les crédits de Restau U. sont détournés de la rénovation des restau U. traditionnels, au profit des chaînes à supplément, comme à Limoges. A Marseille, la cafétéria est gérée par le privé.

## 3 Les mesures statutaires

Le décret Valade, voté le 5 Mars 1987, ouvre le CROUS à la gestion privée, accompagnée d'une baisse de la participation étudiante. C'est l'attaque contre la démocratie à l'université que traduisent des structures de concertation insuffisantes.

D'autre part, la privatisation des oeuvres sociales aboutit à une défonctionnarisation c'est-à-dire un choix délibéré de suppression de postes de personnels ATOS, et à une précarisation du statut de ces personnels.

A Nancy, par exemple, une femme de ménage pour deux couloirs, ce qui rend les cités U. dans un état d'hygiène déplorable. A Limoges et à Aix, le manque de contrôle alimentaire a entraîné l'intoxication d'étudiants.

Tout ceci est intolérable !

Si le projet Devaquet a été retiré en 1987, il est aujourd'hui plus que jamais impératif que le décret Valade le soit aussi.

## II PERSPECTIVES D'ANALYSE ET DE MOBILISATION

C'est donc un véritable massacre de l'aide sociale qui est organisé aujourd'hui dans notre pays.

Face à cette attaque, l'UNEF doit avoir une démarche de proposition et de mobilisation de tous les étudiants.

En effet, l'aide sociale apparaît trop souvent, même parmi nos syndiqués, comme l'affaire de spécialistes. Il importe aujourd'hui, que chaque A.G.E. prenne conscience de l'enjeu et qu'un responsable élu et formé soit chargé de susciter la discussion dans l'A.G.E., et au-delà dans l'établissement tout entier, et de répercuter les réflexions et les propositions élaborées au niveau national.

Car l'aide sociale concerne tous les étudiants. C'est évidemment le CROUS, le F.S.U. et le service de liaison Etudiants/ Entreprises (dont la tâche est d'améliorer les liens entre le monde universitaire et le monde du travail) ont été pratiquement vidés de leur contenu.

Les oeuvres universitaires, ce sont également des services médicaux, culturels, etc...

Notre première tâche pour sauver l'aide sociale est donc un travail d'information auprès des étudiants sur les multiples assistances, mais aussi sur les démarches à effectuer pour les obtenir.

L'aide sociale enfin, est le soutien permanent de la vie de l'étudiant.

Les difficultés financières rencontrées par les étudiants aujourd'hui, poussent un certain nombre d'entre eux à se salarier. Puis, c'est la spirale de l'échec, puisque ceux qui parviennent à concilier salariat et études sont l'exception.

C'est aussi un aspect de l'offensive idéologique qui veut que le développement du salariat étudiant favoriserait une insertion professionnelle progressive.

Nous sommes pour le développement des stages en entreprises, justement rémunérés et alloués sans partialité; mais nous disons non à l'exploitation des étudiants par les chefs d'entreprise!

L'aide sociale fait donc partie intégrante de la vie de tous les étudiants et l'UNEF se doit de mettre en avant des solutions contre la régression actuelle.

Dans ce cadre, la lutte pour un budget décent de l'enseignement supérieur concerne évidemment l'aide sociale, puisque la solidarité semble le parent pauvre de la politique universitaire actuelle.

Redonner vie aux oeuvres universitaires est aussi une condition nécessaire au sauvetage de l'aide sociale.

Pour cela, nous demandons le retrait immédiat du décret Valade qui signe l'arrêt de mort, à long terme, des oeuvres universitaires. Sur le plan de la restauration, le retour à la parité dans le financement permettrait de commencer à endiguer la dégradation dramatique en la matière.

De même, de nombreux exemples ont montré que le contrôle de l'hygiène alimentaire doit être renforcé, notamment par la constitution de commissions paritaires, avec la présence d'étudiants en médecine.

De nouvelles cités U. doivent être construites, la demande allant croissant. Les résidences universitaires sont des lieux de vie, et non des cités dortoirs. Il importe donc de réhabiliter les cités existantes, de développer les activités culturelles et les expériences originales comme les Groupes d'Études.

De même, pour permettre aux plus défavorisés d'avoir accès aux chambres en cités U., les loyers doivent être bloqués. L'UNEF doit agir pour une gestion transparente et démocratique de la MUL. Enfin, sur les oeuvres universitaires, le F.S.U. et le S.L.E.E. doivent être dotés de moyens décentes et une information doit être développée auprès des étudiants à ce sujet.

Plus généralement, nous demandons le maintien de bibliothèques publiques suffisamment entretenues. C'est cela aussi l'aide sociale.

De plus, sur le plan de la démocratie, il faut revenir à la parité dans les différents conseils, et notamment au Conseil d'Administration du CROUS.

Sur le plan de notre vie quotidienne, nous demandons l'établissement d'un tarif étudiant pour les transports urbains. Les étudiants handicapés doivent bénéficier de structures d'accueil et de moyens d'études appropriés.

Enfin, pour remédier à la situation économique désastreuse de nombreux étudiants, il importe de revaloriser le montant des bourses, d'augmenter le nombre de boursiers, et d'obtenir leur mensualisation.

La question de l'allocation d'études est encore posée aujourd'hui dans le cadre des conditions de vie et d'études de l'étudiant. L'établissement d'un "salaire étudiant" grâce à la mise en place d'un impôt progressif spécifique, a beaucoup d'écho auprès des étudiants. L'allocation d'études fixe et unique pour tous, calculée à partir d'enquêtes sérieuses et exhaustives sur les besoins des étudiants, permettrait d'assurer à chacun le bénéfice d'un minimum vital.

Une imposition progressive assurant une réelle redistribution permettrait d'éviter l'inconvénient de l'enrichissement des plus aisés, qu'implique la notion d'égalité pour tous de l'allocation.

De plus, l'indépendance par rapport à la famille, est aujourd'hui une préoccupation essentielle de la plupart des étudiants. Le lien de dépendance familiale en matière de formation n'est-il pas une anomalie si on met en avant l'investissement à terme que représente l'engagement financier de l'état dans l'enseignement supérieur.

Toutes ces questions doivent être développées en essayant d'échapper aux offensives idéologiques dont les jeunes sont la cible.

Toutefois, aujourd'hui, on peut tous dire que l'enjeu principal c'est le réengagement de l'Etat dans nos formations. Le système éducatif n'étant pas un marché, il s'agit donc de refuser une situation où, sous prétexte d'assurer l'indépendance financière de tous les étudiants, on aboutirait par l'attribution d'une allocation d'études, à une logique qui voudrait que l'Etat n'ait plus à intervenir dans nos formations et dans nos conditions de vie.

Il importe donc de creuser le débat sans prendre parti pour quelque "solution miracle" que ce soit. Attachons-nous à obtenir un réengagement de l'Etat (revalorisation des bourses, sécurité sociale, oeuvres universitaires, blocage des droits d'inscription) et réfléchissons dès maintenant sur une amélioration de l'aide financière aux étudiants, en tenant compte notamment de la nécessité d'émancipation du jeune travailleur en formation qui est l'étudiant.

Aujourd'hui, en plus, nous demandons le maintien des bourses pour les redoublants, et la suppression du critère de réussite.

De grandes actions restent à mener, mais d'ores et déjà les luttes se développent. Toutefois, il importe maintenant d'accentuer les luttes. Pour cela, nous devons nous attacher à structurer les associations FRUF sur les Cités, et obtenir une meilleure coordination de nos élus aux CROUS.

Au sein de nos associations, approfondissons notre réflexion sur l'aide sociale, en la répercutant au niveau national.

## CONCLUSION

Il importe de placer le problème de l'aide sociale au coeur du débat sur nos formations. L'aide sociale ne saurait être une aumône aux lépreux du système universitaire que sont pour le gouvernement les étudiants issus de couches sociales défavorisées.